



Invitation

à l'Assemblée générale ordinaire d'Ina Invest Holding SA

Mercredi, 3 avril 2024, 10h00
Conference House de l'Ambassador House,
Thurgauerstrasse 101a, 8152 Glattpark (Opfikon)



Chères actionnaires, Chers actionnaires,

Au nom du Conseil d'administration, j'ai le plaisir de vous inviter à notre Assemblée générale ordinaire.

Notre Assemblée générale ordinaire aura lieu le

**mercredi 3 avril 2024
à 10h00 (ouverture des portes à 9h15)
à la Conference House de l'Ambassador House,
Thurgauerstrasse 101a, 8152 Glattpark (Opfikon)**

Il est conseillé de se rendre à l'assemblée en utilisant les moyens de transport publics. Un plan d'accès sera envoyé aux actionnaires qui auront confirmé leur présence au moyen de leur carte d'entrée.

Nous vous remercions de confirmer votre présence ou de donner une procuration à l'aide du formulaire ci-joint ou par voie électronique, par le biais du portail en ligne de Computershare Suisse SA.



Meilleures salutations,
Ina Invest Holding SA

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Stefan Mächler'.

Stefan Mächler
Président du Conseil d'administration

Glattpark (Opfikon), le 26 février 2024

Pour toute demande de renseignement, veuillez contacter
Monsieur René Fischer par téléphone au **+ 41 (0)58 474 11 75**
ou par e-mail à **rene.fischer@ina-invest.com**

Ordre du jour et propositions du Conseil d'administration

1 **Approbation du rapport annuel, des comptes annuels et des comptes consolidés 2023 et vote consultatif sur le rapport de rémunération 2023**

1.1 **Approbation du rapport annuel, des comptes annuels et des comptes consolidés 2023, après prise de connaissance des rapports de l'organe de révision**

Proposition : Le Conseil d'administration propose, après avoir pris connaissance des rapports de l'organe de révision, d'approuver le rapport annuel ainsi que les comptes annuels et les comptes consolidés 2023 d'Ina Invest Holding SA et les comptes consolidés 2023 du groupe Ina Invest.

Explication : Dans ses rapports à l'Assemblée générale ordinaire, l'organe de révision PricewaterhouseCoopers SA a confirmé sans restriction les comptes annuels et les comptes consolidés de l'exercice 2023. En conséquence, le Conseil d'administration propose d'approuver les comptes annuels et les comptes consolidés de l'exercice 2023.

1.2 **Approbation du rapport de rémunération 2023 (vote consultatif non contraignant)**

Proposition : Le Conseil d'administration propose d'approuver le rapport de rémunération 2023 (vote consultatif non contraignant).

Explication : Le rapport de rémunération expose les principes de rémunération du Conseil d'administration et de la Direction d'Ina Invest Holding SA ainsi que le contenu et les éléments de la rémunération intervenue en 2023. Ce vote est non contraignant.

2 **Affectation du bénéfice résultant du bilan**

Proposition : Le Conseil d'administration propose d'affecter le bénéfice résultant du bilan d'Ina Invest Holding SA comme suit :

CHF l'000

Bénéfice reportée	4'584
Bénéfice annuel 2023	203
Bénéfice résultant du bilan	4'787
– Attribution aux réserves légales	0
– Report sur le nouvel exercice	4'787

Explication : Ina Invest Holding SA a réalisé un bénéfice annuel de CHF 203'000 pour l'exercice 2023. Il est renoncé à une attribution à la réserve légale, dès lors que celle-ci dépasse déjà 20% du capital social. Le bénéfice résultant du bilan d'un montant de CHF 4.787 millions est reporté sur le nouvel exercice. L'affectation du bénéfice résultant du bilan se fonde sur les comptes annuels vérifiés par l'organe de révision sujets à l'approbation visée au point 1 de l'ordre du jour.

Décharge aux membres du Conseil d'administration et de la Direction pour l'exercice 2023

Proposition: Le Conseil d'administration propose de donner décharge aux membres du Conseil d'administration et de la Direction pour l'exercice 2023.

Explication: La décharge des organes responsables, c'est-à-dire des membres du Conseil d'administration et de la Direction, relève de la compétence intransmissible de l'Assemblée générale ordinaire conformément à l'art. 698 al. 2 chiffre 7 du Code des obligations. La société n'a pas connaissance de faits qui s'opposeraient à une décharge complète.

Rémunérations

Approbation de la rémunération totale maximale du Conseil d'administration pour la période allant de l'Assemblée générale ordinaire 2024 à l'Assemblée générale ordinaire 2025

Proposition: Le Conseil d'administration propose d'approuver le montant de CHF 650'000 à titre de rémunération totale maximale pour les membres du Conseil d'administration pour la période allant de l'Assemblée générale ordinaire 2024 à l'Assemblée générale ordinaire 2025.

Explication: Pour le prochain mandat, le Conseil d'administration demeurera composé comme l'année précédente de cinq membres. Les membres du Conseil d'administration reçoivent pour leurs activités une rémunération fixe (inchangée par rapport à l'année précédente). Leur rémunération est versée à raison de deux tiers en espèces et d'un tiers sous forme d'actions bloquées d'Ina Invest Holding SA. Le cours moyen de l'action d'Ina Invest Holding SA durant le mois de décembre de l'année en cours est déterminant pour le calcul du nombre d'actions. Le transfert des actions attribuées intervient immédiatement après. Le montant maximum soumis pour approbation comprend également les cotisations de sécurité sociale estimées, dans la mesure où celles-ci sont payées par l'entreprise, ainsi qu'une réserve minimale pour imprévus. Les principes régissant la rémunération des membres du Conseil d'administration sont énoncés à l'art. 25 des statuts. De plus amples informations sur la rémunération des membres du Conseil d'administration figurent dans le rapport de rémunération.

Approbation de la rémunération totale maximale de la Direction pour l'exercice 2025

Proposition: Le Conseil d'administration propose d'approuver le montant de CHF 1,6 millions à titre de rémunération totale maximale pour les membres de la Direction pour l'exercice 2025.

Explication: La Direction d'Ina Invest Holding AG se compose de deux membres, le CEO et le CFO. Le montant de CHF 1,6 million correspond à la rémunération totale maximale qui a déjà été approuvée lors de l'Assemblée générale 2023 pour l'exercice 2024. Il se composera vraisemblablement comme suit: Salaire de base (CHF 730'000), rémunération variables (CHF 570'000), assurances sociales, y compris autres composantes de la rémunération (CHF 300'000).

À partir du 1er janvier 2024, la rémunération des membres de la direction se compose d'un salaire annuel de base, d'une rémunération variable à court terme (short term incentive, STI) et d'une rémunération variable à long terme (long term incentive, LTI). Le STI repose à la fois sur des objectifs financiers et sur des objectifs individuels. Il sera désormais plafonné à 40 % (précédemment 80 %) du salaire de base. Le montant maximal soumis pour approbation tient compte d'un montant de rémunération variable au titre du STI correspondant, le cas échéant, à la réalisation maximale des objectifs liés au STI. A compter de 2025 (et au vu de l'introduction du LTI), 100 % de la rémunération provenant du STI sera désormais versée en espèces. Les versements effectifs varieront en fonction de la réalisation des objectifs financiers et individuels; le Conseil d'administration déterminera en février 2026 la hauteur de la rémunération variable dans le cadre du plan STI pour l'exercice 2025 (sur recommandation du comité de

nomination et de rémunération). La société publiera les montants effectivement payés dans son rapport de rémunération au terme de l'exercice 2025.

La rémunération variable liée au LTI introduit au 1er janvier 2024 est accordée sous la forme d'unités d'actions de performance (PSU) attribués selon des critères préétablis. L'octroi de PSU dépendra de la réalisation de deux objectifs de performance (rendement total relatif pour l'actionnaire, bénéfice par action) ainsi que d'un objectif ESG sur une période de performance de trois ans. Le montant soumis pour approbation à titre de rémunération maximale de la Direction tient compte d'une réalisation à 100 % des objectifs liés au LTI. La société déterminera et explicitera la performance globale à la fin de la période de performance. Le montant maximal du LTI est plafonné à 60% du salaire de base.

Le montant proposé à titre de rémunération maximale des membres de la Direction tient également compte de l'estimation des charges sociales de l'employeur et des cotisations aux plans de prévoyance, d'épargne ou à des institutions similaires, des primes d'assurance et des autres prestations accessoires ainsi que d'une réserve pour fluctuations de cours et imprévus.

L'Assemblée générale ordinaire du 30 mars 2022 a approuvé un montant maximum de CHF 1,6 millions pour l'exercice 2023. Sur ce montant, CHF 1,26 millions ont été versés à la Direction. Pour l'exercice 2024, l'Assemblée générale ordinaire du 29 mars 2023 a approuvé un montant maximum de CHF 1,6 millions. La société publiera au terme de l'exercice 2024 dans son rapport de rémunération le montant effectivement versé.

5

Elections

5.1

Réélection des membres du Conseil d'administration et réélection du président du Conseil d'administration

Explication: Le mandat d'un an des membres actuels du Conseil d'administration arrive à échéance au terme de la prochaine Assemblée générale ordinaire du 3 avril 2024. Tous les membres se représentent pour un nouveau mandat; M. Stefan Mächler se représente également pour un nouveau mandat comme président du Conseil d'administration.

Proposition: Le Conseil d'administration propose de réélire individuellement les personnes suivantes pour un mandat d'une durée d'un an jusqu'à la clôture de l'Assemblée générale ordinaire suivante:

- a) réélection de M. Stefan Mächler en tant que membre et président du Conseil d'administration;
- b) réélection de M. Christoph Caviezel en tant que membre du Conseil d'administration;
- c) réélection de M. Hans Ulrich Meister en tant que membre du Conseil d'administration;
- d) réélection de M. André Wyss en tant que membre du Conseil d'administration;
- e) réélection de Mme Marie-Noëlle Zen-Ruffinen en tant que membre du Conseil d'administration.

5.2

Réélection des membres du Comité de nomination et de rémunération

Explication: Le mandat d'un an des membres actuels du Comité de nomination et de rémunération arrive à échéance au terme de la prochaine Assemblée générale ordinaire du 3 avril 2024. Mme Marie-Noëlle Zen-Ruffinen, M. Christoph Caviezel et M. André Wyss se représentent pour un nouveau mandat.

Proposition: Le Conseil d'administration propose de réélire individuellement les personnes suivantes, en tant que membres du Comité de nomination et de rémunération, pour un mandat d'une durée d'un an jusqu'à la clôture de l'Assemblée générale ordinaire suivante, sous réserve de leur réélection préalable au Conseil d'administration:

- a) réélection de Mme Marie-Noëlle Zen-Ruffinen en tant que membre du Comité de nomination et de rémunération
- b) réélection de M. Christoph Caviezel en tant que membre du Comité de nomination et de rémunération
- c) réélection de M. André Wyss en tant que membre du Comité de nomination et de rémunération

5.3

Réélection du représentant indépendant

Proposition : Le Conseil d'administration propose de réélire Cabinet Juridique Keller SA, à Zurich en tant que représentant indépendant pour un mandat d'un an jusqu'à la clôture de l'Assemblée générale ordinaire suivante.

Explication : Cabinet Juridique Keller SA a confirmé à l'attention du Conseil d'Administration posséder l'indépendance requise pour l'exercice du mandat.

5.4

Réélection de l'organe de révision

Proposition : Le Conseil d'administration propose de réélire PricewaterhouseCoopers SA, à Zurich, en tant qu'organe de révision pour l'exercice 2024.

Explication : PricewaterhouseCoopers SA a confirmé à l'attention du Conseil d'administration posséder l'indépendance requise pour l'exercice du mandat.

6

Fusion d'Ina Invest SA avec Ina Invest Holding SA

Remarques préliminaires :

Le 23 février 2024, le Conseil d'administration d'Ina Invest Holding AG (ci-après « la société » ou « Ina Holding ») a approuvé à l'unanimité la fusion avec Ina Invest AG (ci-après « Ina Invest ») et a signé un contrat de fusion. Des informations sur la fusion sont disponibles dans la brochure d'information aux actionnaires (Shareholder Information Brochure), qui peut être consultée sur le site Internet à l'adresse ina-invest.com.

En outre, à compter de ce jour, le contrat de fusion ainsi que les bilans de fusion, le rapport de fusion rédigé par les Conseils d'administration des deux sociétés, le rapport de révision et les comptes annuels et les rapports annuels des trois derniers exercices peuvent être consultés par les actionnaires au siège de la société à Glattpark (Opfikon).

La fusion ne sera réalisée que si toutes les propositions du Conseil d'administration selon les points 6.1, 6.2, 6.5, 6.6, 6.7, 6.8, 6.9 et 6.10 de l'ordre du jour sont approuvées par l'Assemblée générale.

6.1

Approbation du contrat de fusion – décision de fusion

Proposition : Le Conseil d'administration propose d'approuver le contrat de fusion du 23 février 2024 entre la société et Ina Invest SA.

Cette décision est prise sous réserve que les points 6.2, 6.5, 6.6, 6.7, 6.8, 6.9 et 6.10 de l'ordre du jour soient également adoptés par l'Assemblée générale.

Explication : Le contrat de fusion du 23 février 2024 entre la société et Ina Invest prévoit qu'Ina Holding et Ina Invest fusionnent au sens de la Loi fédérale sur la fusion (« LFus »), Ina Holding étant la société reprenante et Ina Invest la société transférante, qui sera radiée après l'exécution de la fusion. Les actifs et les passifs ainsi que tous les contrats d'Ina Invest sont transférés de plein droit à Ina Holding dès l'exécution de la fusion (succession universelle). Pour plus des informations sur la fusion proposée, les raisons de la fusion et les conséquences pour les actionnaires, il est renvoyé à la brochure d'information aux actionnaires.

Proposition: Le conseil d'administration propose de procéder à une augmentation ordinaire du capital conformément aux dispositions suivantes :

1. Augmentation du capital-actions de CHF 204'247.14, qui passe de CHF 292'596.48 à un maximum de CHF 496'843.62, par l'émission d'au maximum 6'808'238 actions nominatives à libérer entièrement, d'une valeur nominale de CHF 0.03 chacune.
2. Les nouvelles actions à émettre, d'une valeur nominale de 0,03 CHF, seront entièrement libérées par la réalisation de la fusion avec Ina Invest; le montant exact de l'émission sera fixé par le Conseil d'administration.
3. Les nouvelles actions à émettre servent exclusivement de contrepartie à la fusion de la société avec Ina Invest pour l'actionnaire Implenia SA.
4. Les nouvelles actions à émettre donnent droit à un dividende dès l'inscription de l'augmentation de capital au registre du commerce
5. Les nouvelles actions à émettre ne bénéficient d'aucun privilège.
6. Les nouvelles actions à émettre sont soumises aux restrictions de transfert prévues à l'article 5 des statuts.
7. Le droit de souscription des actionnaires existants est exclu en raison du fait que toutes les nouvelles actions seront utilisées dans le cadre de la fusion avec Ina Invest.

L'augmentation de capital ne sera inscrite au registre du commerce que si et dès lors que la fusion décidée au point 6.1 de l'ordre du jour est inscrite.

Cette décision est prise sous réserve que les points 6.1, 6.5, 6.6, 6.7, 6.8, 6.9 et 6.10 de l'ordre du jour soient adoptés par l'Assemblée générale ordinaire.

Explication: Dans le cadre de la fusion, Implenia SA (ci-après « Implenia »), en tant qu'actionnaire minoritaire d'Ina Invest, recevra, en contrepartie de chaque action nominative d'Ina Invest, 7.93 (arrondi) nouvelles actions d'Ina Holding à émettre. Au total, Implenia recevra ainsi 6'808'238 actions. Afin que Ina Holding puisse émettre ces actions en faveur d'Implenia, un nouveau capital est nécessaire. L'augmentation de capital sera libérée par le transfert de tous les actifs et passifs d'Ina Invest à Ina Holding.

Le droit de souscription des actionnaires actuels d'Ina Holding pour les nouvelles actions à créer au moyen de l'augmentation de capital ordinaire est exclu en faveur d'Implenia. Les actions créées par l'augmentation de capital seront utilisées exclusivement pour la réalisation de la fusion d'Ina Invest avec Ina Holding. Pour de plus amples informations sur l'augmentation de capital et son déroulement, nous vous renvoyons à la brochure d'information aux actionnaires.

Ce point de l'ordre du jour n'est soumis au vote que si le point 6.1 de l'ordre du jour (Approbation du contrat de fusion – décision de fusion) a été adopté.

Proposition : Le Conseil d'administration propose de modifier l'art. 3a al. 1 des statuts de la société comme suit, pour autant que l'augmentation de capital proposée selon le point 6.2 de l'ordre du jour soit inscrite au registre du commerce :

Version actuelle

Article 3a Marge de fluctuation du capital

¹ Le Conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital-actions de CHF 292'596.48 à CHF 380'375.40 au maximum, à tout moment jusqu'au 29 mars 2026, par l'émission d'un maximum de 2'925'964 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 0.03 chacune, à libérer entièrement. Des augmentations par tranche sont autorisées.

[Alinéas 2 et 3 inchangés]

Nouvelle version

Article 3a Marge de fluctuation du capital

¹ Le Conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital-actions de CHF ~~292'596.48~~ **496'843.62** à CHF ~~380'375.40~~ **645'896.70** au maximum, à tout moment jusqu'au ~~29. März 2026~~ **3. April 2027**, par l'émission d'un maximum ~~2'925'964~~ **4'968'436** actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 0.03 chacune, à libérer entièrement. Des augmentations par tranche sont autorisées.

[Alinéas 2 et 3 inchangés]

Cette décision prise sous réserve que le point 6.2 de l'ordre du jour soit adopté par l'Assemblée générale.

Explication : Lors de l'Assemblée générale ordinaire 2023, une marge de fluctuation du capital a été introduite à hauteur de 30% au maximum du capital-actions actuel et pour une durée de trois ans à compter de la date de l'Assemblée générale de l'année dernière. Cela permet au Conseil d'administration d'augmenter le capital-actions jusqu'à CHF 380'375.40. Le droit de souscription des actionnaires est entièrement préservé lors de telles augmentations.

En raison de l'augmentation ordinaire du capital qui sera proposée à l'Assemblée générale ordinaire dans le cadre de la fusion (cf. point 6.2 de l'ordre du jour), la décision relative à la marge de fluctuation du capital deviendra caduque de par la loi en cas d'approbation. Pour que la marge de fluctuation continue d'exister, une nouvelle décision de l'Assemblée générale ordinaire concernant la marge de fluctuation est nécessaire.

La marge de fluctuation proposée ici prévoit à nouveau d'autoriser le Conseil d'administration à augmenter le capital-actions de 30% au maximum du capital-actions existant pendant une durée de trois ans à compter de la date de l'Assemblée générale de cette année, c'est-à-dire jusqu'au 3 avril 2027, tout en préservant intégralement le droit de souscription des actionnaires actuels. La valeur nominale des actions que le Conseil d'administration est autorisé à émettre dans le cadre de la marge de fluctuation du capital reste également inchangée. Les adaptations proposées sont donc exclusivement de nature relative.

Ce point de l'ordre du jour n'est soumis au vote que si l'augmentation ordinaire du capital a été approuvée conformément au point 6.2 de l'ordre du jour.

Modification partielle des statuts afin de changer la raison sociale d'Ina Invest Holding SA

Proposition: Le Conseil d'administration propose de modifier l'art. 1 des statuts de la société comme suit, étant entendu que cette modification ne devra être inscrite au registre du commerce que si et dès lors que la fusion décidée au point 6.1 de l'ordre du jour est inscrite :

Version actuelle

Article 1 Raison sociale, siège, durée

Il existe sous la raison sociale

Ina Invest Holding AG
(Ina Invest Holding SA)
(Ina Invest Holding Ltd.)

une société anonyme de durée indéterminée et avec son siège à Opfikon (ZH).

Nouvelle version

Article 1 Raison sociale, siège, durée

Il existe sous la raison sociale

Ina Invest Holding AG
(Ina Invest Holding SA)
(Ina Invest Holding Ltd)

une société anonyme de durée indéterminée et avec son siège à Opfikon (ZH).

Cette décision est prise sous réserve que les points 6.1, 6.2, 6.5, 6.6, 6.7, 6.8, 6.9 et 6.10 de l'ordre du jour soient adoptés par l'Assemblée générale.

Explication: À l'occasion de la fusion, la raison sociale de la société doit être modifiée de Ina Invest Holding SA en Ina Invest SA, étant donné que la société n'exercera plus en premier lieu de fonction de holding, mais exploitera les activités de l'ancienne Ina Invest. Pour cette raison, il est nécessaire de modifier l'article 1 des statuts de la société.

Ce point n'est soumis au vote que si les points 6.1 (approbation du contrat de fusion – décision de fusion) et 6.2 (approbation d'une augmentation ordinaire du capital) de l'ordre du jour ont été acceptés.

Modification partielle des statuts afin de changer le but d'Ina Invest Holding SA

Proposition: Le Conseil d'administration propose de modifier l'art. 2 des statuts comme suit, étant entendu que cette modification ne devra être inscrite au registre du commerce que si et dès lors que la fusion décidée au point 6.1 de l'ordre du jour est inscrite :

Version actuelle

Article 2 But

¹ La but de la société est de détenir une participation majoritaire dans la société Ina Invest SA, CHE-345.725.727. Cette société investit à son tour dans des terrains en développement et des projets de construction ainsi que dans des immeubles de rapport.

² La société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières et autres et prendre toutes les mesures susceptibles de promouvoir directement ou indirectement l'objet social et celui d'Ina Invest AG, ou qui y sont directement ou indirectement liées. La société peut également investir directement ou par le biais de sociétés contrôlées dans des terrains en développement et des projets de construction ainsi que dans des immeubles de rapport.

[Alinéa 3 inchangés]

Nouvelle version

Article 2 But

¹ Le but de la société consiste de ~~détenir une participation majoritaire dans Ina Invest SA, CHE-345.725.727. Cette société investit à son tour dans des terrains en développement et des projets de construction ainsi que dans des immeubles de rapport.~~ **dans le développement et la réalisation de projets immobiliers et de construction de tous types et de toutes utilisations, la planification et la réalisation de nouvelles constructions et de transformations sur des immeubles qu'elle détient, ainsi que la détention, la gestion, la location et le courtage d'immeubles.**

² La société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières et autres et prendre toutes les mesures susceptibles de promouvoir directement ou indirectement l'objet social et celui d'Ina Invest AG, ou qui sont en rapport direct ou indirect avec celui-ci. La société peut également investir directement ou par le biais de sociétés contrôlées dans des terrains en développement et des projets de construction ainsi que dans des immeubles de rapport. **créer des succursales et des filiales en Suisse et à l'étranger et prendre des participations dans d'autres sociétés en Suisse et à l'étranger. La société peut acquérir, détenir, gérer, exploiter et vendre des terrains et des droits de propriété intellectuelle en Suisse et à l'étranger. La société peut exercer toutes les activités commerciales, financières et autres activités qui paraissent de nature à promouvoir le but de la société ou qui sont en rapport avec celui-ci.**

[Alinéa 3 inchangés]

Cette décision est prise sous réserve que les points 6.1, 6.2, 6.6, 6.7, 6.8, 6.9 et 6.10 de l'ordre du jour soient adoptés par l'Assemblée générale ordinaire.

Explication : Les statuts d'origine prévoyaient que l'objet de la société était de détenir une participation majoritaire dans Ina Invest. A l'occasion de la fusion, l'objet de la société doit être adapté, car Ina Invest sera transférée à Ina Holding dès l'exécution de la fusion. Après l'exécution de la fusion, la société doit avoir pour but le développement et la réalisation de projets immobiliers et de construction de tous types et de toutes utilisations, la planification et la réalisation de nouvelles constructions et de transformations de ses immeubles, ainsi que la détention, la gestion, la location et le courtage d'immeubles. De plus amples informations sont disponibles dans la brochure d'information aux actionnaires.

Ce point de l'ordre du jour n'est soumis au vote que si les points 6.1 (approbation du contrat de fusion – décision de fusion) et 6.2 (approbation d'une augmentation ordinaire du capital) de l'ordre du jour ont été acceptés.

Modification partielle des statuts adaption de la clause de restriction de transfert des actions d'Ina Invest Holding SA

Proposition: Le Conseil d'administration propose de modifier comme suit l'art. 5, al. 4, let. b des statuts, étant entendu que cette modification ne devra être inscrite au registre du commerce que si et da fusion décidée au point 6.1 de l'ordre du jour est inscrite:

Version actuelle

Article 5 Registre des actionnaires, fiduciaires

[Alinéas 1-3 inchangés]

⁴ A sa demande, l'acquéreur d'actions nominatives est inscrit au registre des actions comme actionnaire avec droit de vote dès lors que:

[let. a inchangé]

b) selon les informations dont dispose la société, la reconnaissance d'un acquéreur en tant qu'actionnaire n'empêche pas ou ne pourrait pas empêcher la société et/ou ses filiales de fournir les preuves exigées par la loi concernant la composition du cercle des actionnaires et/ou des ayants droit économiques. En ce qui concerne les activités de développement de projets et les activités immobilières exercées par des filiales de la société, la société est notamment autorisée à refuser l'inscription de personnes à l'étranger au sens de la loi fédérale du 16 décembre 1983 sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (LFAIE), si la preuve de la domination suisse de la société et/ou de ses filiales pourrait être compromise à la suite de cette inscription.

[Alinéas 5-7 inchangés]

Nouvelle version

Article 5 Registre des actionnaires, fiduciaires

[Alinéas 1-3 inchangés]

⁴ A sa demande, l'acquéreur d'actions nominatives est inscrit au registre des actions comme actionnaire avec droit de vote dès lors que:

[let. a inchangé]

b) selon les informations dont dispose la société, la reconnaissance d'un acquéreur en tant qu'actionnaire n'empêche pas ou ne pourrait pas empêcher la société et/ou ses filiales de fournir les preuves exigées par la loi concernant la composition du cercle des actionnaires et/ou des ayants droit économiques. En ce qui concerne les activités de développement de projets et les activités immobilières exercées par **la société et ses des filiales de la société**, la société est notamment autorisée à refuser l'inscription de personnes à l'étranger au sens de la loi fédérale du 16 décembre 1983 sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (LFAIE), si la preuve de la domination suisse de la société et/ou de ses filiales pourrait être compromise à la suite de cette inscription.

[Alinéas 5-7 inchangés]

Cette décision est prise sous réserve que les points 6.1, 6.2, 6.5, 6.7, 6.8, 6.9 et 6.10 de l'ordre du jour soient adoptés par l'Assemblée générale ordinaire.

Explication : Les statuts actuels reflètent, dans la disposition relative aux restrictions de transfert, le fait que les activités opérationnelles sont exclusivement exécutées par Ina Invest. Après la réalisation de la fusion, la société exercera les activités précédemment reprises par Ina Invest. Pour tenir compte de ce fait, la description de la restriction de transfert des actions d'Ina Holding doit être légèrement adaptée. Le contenu de la restriction de transfert ne change pas. De plus amples informations sont disponibles dans la brochure d'information aux actionnaires.

Ce point de l'ordre du jour n'est soumis au vote que si les points 6.1 (approbation du contrat de fusion – décision de fusion), 6.2 (approbation d'une augmentation ordinaire du capital) et 6.5 (modification partielle des statuts afin de changer le but d'Ina Invest Holding SA) de l'ordre du jour ont été acceptés.

Modification partielle des statuts afin d'introduire un droit de nomination en faveur d'Implemia SA en tant qu'actionnaire

Proposition : Le Conseil d'administration propose d'introduire dans les statuts une disposition (art. 17a) conférant un droit de nomination de membres du Conseil d'administration en faveur d'Implemia comme suit, étant entendu que cette modification ne devra être inscrite au registre du commerce que si et dès lors que la fusion décidée au point 6.1 de l'ordre du jour est inscrite :

Versión actual

[Aucune disposition]

Nouvelle versión

Article 17a Droit de nommer des membres du conseil d'administration

¹ Si Implemia SA détient au moins 10% du capital-actions, elle a le droit de proposer l'élection d'un membre du Conseil d'administration, à condition que seules soient proposées les personnes qui, après examen par le comité de nomination du Conseil d'administration, disposent des connaissances, des compétences et de la réputation requises pour un tel mandat. Si Implemia SA détient plus de 20% du capital-actions, Implemia SA a le droit de nommer deux membres du Conseil d'administration.

² Le droit de nomination prévu par le présent art. 17a s'applique à deux membres du conseil d'administration au maximum.

Cette décision est prise sous réserve que les points 6.1, 6.2, 6.5, 6.6, 6.8, 6.9 et 6.10 de l'ordre du jour soient adoptés par l'Assemblée générale ordinaire.

Explication : Suite à la fusion, Implemia devient un actionnaire important d'Ina Holding. Afin de limiter les droits de contrôle d'Implemia en ce qui concerne le Conseil d'administration, il est prévu d'introduire un droit de nomination statutaire pour Implemia, lui permettant d'élire au maximum deux membres du Conseil d'administration. La brochure d'information des actionnaires contient de plus amples informations sur le droit de nomination et ses modalités.

Ce point de l'ordre du jour n'est soumis au vote que si les points 6.1 (approbation du contrat de fusion – décision de fusion), 6.2 (approbation d'une augmentation ordinaire du capital), 6.5 (modification partielle des statuts afin de changer le but d'Ina Invest Holding SA) et 6.6 (modification partielle des statuts – adaptation de la clause de la restriction de transfert des actions d'Ina Invest Holding SA) ont été acceptés.

Proposition : Le Conseil d'administration propose de compléter l'art. 18 al. 2 par la restriction selon laquelle le président du Conseil d'administration ne peut pas être un membre du Conseil d'administration nommé par Implenia, cette modification ne devant être inscrite au registre du commerce que si et dès lors que si la fusion décidée au point 6.1 de l'ordre du jour est inscrite :

Version actuelle

Article 18 Election, durée du mandat

[Alinéa 1 inchangé]

² Les membres et le président du conseil d'administration sont élus individuellement par l'assemblée générale.

[Alinéas 3–6 inchangés]

Nouvelle version

Article 18 Election, durée du mandat

[Alinéa 1 inchangé]

² Les membres et le président du conseil d'administration sont élus individuellement par l'assemblée générale. **Le président ne peut pas être une personne nommée conformément à l'art. 17a.**

[Alinéas 3–6 inchangés]

Cette décision est prise sous réserve que les points 6.1, 6.2, 6.5, 6.6, 6.7, 6.9 et 6.10 de l'ordre du jour soient adoptés par l'Assemblée générale ordinaire.

Explication : Afin de limiter la possibilité d'influence d'Implenia en tant qu'adaptation de la clause de actionnaire important après la fusion, le président du Conseil d'administration ne doit pas être un membre du Conseil d'administration désigné par Implenia. La brochure d'information aux actionnaires contient de plus amples informations à ce sujet.

Ce point de l'ordre du jour ne sera soumis au vote que si les points 6.1 (approbation du contrat de fusion – décision de fusion), 6.2 (approbation d'une augmentation ordinaire du capital), 6.5 (modification partielle des statuts afin de changer le but d'Ina Invest Holding SA), 6.6 (modification partielle des statuts – adaptation de la clause de restriction de transfert des actions d'Ina Invest Holding SA) et 6.7 (modification partielle des statuts afin d'introduire un droit de nomination en faveur Implenia en tant qu'actionnaire) de l'ordre du jour ont été acceptés.

Proposition : Le Conseil d'administration propose de compléter l'art. 16 al. 1 par une let. n de manière à ce que la modification, l'introduction d'adjonctions ou la suppression des art. 16 (décisions importantes), 17a (droit de nomination) et 18 al. 2 (pas d'élection d'un administrateur nommé par Implenia comme président du Conseil d'administration) soient considérées comme des décisions importantes au sens de l'art. 16 al. 1, étant entendu que cette modification ne doit être inscrite au registre du commerce que si la fusion décidée au point 6.1 de l'ordre du jour est inscrite :

Version actuelle

Article 16 Décisions importantes

¹ Une décision de l'assemblée générale recueillant au moins les deux tiers des voix attribuées aux actions représentées et la majorité des valeurs nominales représentées est nécessaire pour :

- a) la modification du but social ;
- b) la réunion d'actions, pour autant que le consentement de tous les actionnaires concernés ne soit pas requis ;
- c) l'augmentation du capital-actions au moyen des fonds propres, contre apport en nature ou par compensation et l'octroi d'avantages particuliers ;
- d) la limitation ou la suppression du droit de souscription préférentiel ;
- e) la création d'un capital conditionnel ou l'institution d'une marge de fluctuation du capital ;
- f) la restriction de la transmissibilité des actions nominatives et la suppression d'une telle restriction ;
- g) l'introduction d'actions à droit de vote privilégié ;
- h) le changement du monnaie dans laquelle le capital-actions est fixé ;
- i) l'introduction de la voix prépondérante du président à l'assemblée générale ;
- j) la décotation des titres de participation de la société ;
- k) le transfert du siège de la société ;
- l) l'introduction d'une clause d'arbitrage dans les statuts ;
- m) la dissolution de la société.

[Alinéa 2 inchangé]

Nouvelle version

Article 16 Décisions importantes

¹ Une décision de l'assemblée générale recueillant au moins les deux tiers des voix attribuées aux actions représentées et la majorité des valeurs nominales représentées est nécessaire pour :

- a) la modification du but social ;
- b) la réunion d'actions, pour autant que le consentement de tous les actionnaires concernés ne soit pas requis ;
- c) l'augmentation du capital-actions au moyen des fonds propres, contre apport en nature ou par compensation et l'octroi d'avantages particuliers ;
- d) la limitation ou la suppression du droit de souscription préférentiel ;
- e) la création d'un capital conditionnel ou l'institution d'une marge de fluctuation du capital ;
- f) la restriction de la transmissibilité des actions nominatives et la suppression d'une telle restriction ;
- g) l'introduction d'actions à droit de vote privilégié ;
- h) le changement du monnaie dans laquelle le capital-actions est fixé ;
- i) l'introduction de la voix prépondérante du président à l'assemblée générale ;
- j) la décotation des titres de participation de la société ;
- k) le transfert du siège de la société ;
- l) l'introduction d'une clause d'arbitrage dans les statuts ;
- m) la dissolution de la société ;

n) la modification, le complément ou la suppression des articles 16, 17a ou 18.

[Alinéa 2 inchangé]

Cette décision est prise sous réserve que les points 6.1, 6.2, 6.5, 6.6, 6.7, 6.8 et 6.10 de l'ordre du jour soient adoptés par l'Assemblée générale ordinaire.

Explication : Une modification (i) du droit statutaire de nomination d'Implenja, (ii) de la restriction selon laquelle le président du Conseil d'administration ne peut pas être un membre du Conseil d'administration nommé par Implenja, ainsi que (iii) des décisions considérées comme importantes et nécessitant donc une majorité des deux tiers, ne doit être possible que par une décision d'au moins deux tiers des voix attribuées aux ac-

tions représentées et de la majorité des valeurs nominales des actions représentées. La possibilité d'influence d'Implenia en tant qu'actionnaire important est ainsi limitée après la fusion. La brochure d'information aux actionnaires contient de plus amples informations à ce sujet.

Ce point de l'ordre du jour ne sera soumis au vote que si les points 6.1 (approbation du contrat de fusion – décision de fusion), 6.2 (approbation d'une augmentation ordinaire du capital), 6.5 (modification partielle des statuts afin de changer le but d'Ina Invest Holding SA), 6.6 (modification partielle des statuts – adaptation de la clause de restriction de transfert des actions d'Ina Invest Holding SA), 6.7 (modification partielle des statuts afin d'introduire un droit de nomination en faveur Implenia SA en tant qu'actionnaire) et 6.8 (modification partielle des statuts concernant l'élection du président du Conseil d'administration) de l'ordre du jour ont été adoptées.

6.10

Modification partielle des statuts afin d'introduire un opting up sélectif en ce qui concerne Implenia SA

Proposition: Le Conseil d'administration propose d'ajouter, en plus de l'opting up existant, un opting up sélectif concernant Implenia à l'al. 2 de l'art. 34 des statuts de la société, comme suit, étant entendu que cette modification ne devra être inscrite au registre du commerce que si et dès lors que la fusion décidée au point 6.1 de l'ordre du jour est inscrite:

Version actuelle

Article 34 Obligation de présenter une offre

L'obligation de présenter une offre au sens de l'art. 135 LIMF n'existe que si le seuil de 40% des droits de vote est dépassé (opting-up).

Nouvelle version

Article 34 Obligation de présenter une offre

¹Die L'obligation de présenter une offre au sens de l'art. 135 LIMF n'existe que si le seuil de 40% des droits de vote est dépassé (opting-up).

² Pour Implenia SA, dont le siège est à Glattpark (Opfikon), l'obligation de présenter une offre ne s'applique que si elle dépasse le seuil de 42,5% des droits de vote.

Cette décision est prise sous réserve que les points 6.1, 6.2, 6.5, 6.6, 6.7, 6.8 et 6.9 de l'ordre du jour soient adoptés par l'Assemblée générale.

Explication: Les statuts actuels prévoient une règle d'opting up, selon laquelle l'obligation de présenter une offre au sens de l'art. 135 LIMF n'existe que si le seuil de 40% des droits de vote est dépassé. Afin qu'Implenia ne soit pas obligée de présenter une offre publique d'achat aux actionnaires d'Ina Holding à l'occasion de la fusion, les statuts doivent prescrire un seuil plus élevé de 42,5% pour Implenia. La brochure d'information aux actionnaires contient de plus amples informations sur les effets et la formulation de cette clause d'opting up.

Ce point de l'ordre du jour ne sera soumis au vote que si les points 6.1 (approbation du contrat de fusion – décision de fusion), 6.2 (approbation d'une augmentation ordinaire du capital), 6.5 (modification partielle des statuts afin de modifier le but d'Ina Invest Holding SA), 6.6 (modification partielle des statuts – adaptation de la clause de restriction de transfert des actions d'Ina Invest Holding SA), 6.7 (modification partielle des statuts afin d'introduire un droit de nomination en faveur Implenia SA en tant qu'actionnaire), 6.8 (modification partielle des statuts concernant l'élection du président du Conseil d'administration) et 6.9 (modification partielle des statuts afin de compléter la liste des décisions importantes) de l'ordre du jour ont été adoptées.

Documents

Le rapport de gestion 2023, composé du rapport annuel, des comptes annuels et des comptes consolidés du groupe ainsi que le rapport de rémunération et les rapports de l'organe de révision peuvent être consultés à compter du 26 février 2024 sur le site Internet report.ina-invest.com.

Invitations et cartes d'entrée

L'invitation comprenant le formulaire d'inscription pour la commande d'une carte d'entrée et un formulaire de procuration sera envoyée le 5 mars 2024 par courrier aux actionnaires inscrits au registre des actions avec droit de vote au 1 mars 2024, 17h00; l'envoi interviendra à la dernière adresse figurant au registre des actions. Les actionnaires qui s'inscriront au registre des actions après cette date, mais avant le 27 mars 2024, 17h00 au plus tard, recevront

une invitation qui leur sera envoyée dès le 28 mars 2024. La date d'enregistrement des droits de vote à l'Assemblée générale ordinaire est fixée au 27 mars 2024, 17h00. Aucune inscription ou suppression avec droit de vote ne sera effectuée dans le registre des actions du 28 mars 2024 au 3 avril 2024 inclus. Les cartes d'entrée personnelles comprenant les coupons de vote seront envoyées par courrier à partir du 20 mars 2024.

Procuration

Les actionnaires peuvent se faire représenter par une personne de leur choix ou par la représentante indépendante, Cabinet Juridique Keller SA, case postale 1889, 8027 Zurich, en utilisant le formulaire de procuration qui leur est remis avec la présente invitation, et lui donner des instructions. Les procurations destinées au représentant indépendant peuvent être envoyées soit directement à son adresse mentionnée ci-dessus, soit au registre

des actions d'Ina Invest Holding SA (adresse: Computershare Suisse SA, Ina Invest Holding SA, case postale, 4601 Olten, Suisse). Les procurations et instructions peuvent également être envoyées au représentant indépendant par voie électronique, par le biais du portail en ligne de Computershare (www.gvote.ch). Le vote électronique à distance via le portail en ligne de Computershare peut être effectué du 5 mars 2024, 7h00 au 1 avril 2024, 23h59.

Remarque importante:

Il est possible de transmettre électroniquement des procurations et instructions de vote pour l'Assemblée générale ordinaire 2024 au plus tard jusqu'au 1 avril 2024, à 23 h 59. Si vous transmettez des instructions au représentant indépendant aussi bien par voie électronique sur le portail Investisseurs que par écrit, seules les instructions électroniques seront prises en compte.

Pour toute question, n'hésitez pas à contacter Computershare Suisse SA, qui gère le portail en ligne, par e-mail à l'adresse business.support@computershare.ch ou par téléphone au numéro **+41 62 205 77 50** (de 9h00 à 16h00).

Publication

La convocation publiée dans l'organe de publication statutaire,
la Feuille officielle suisse du commerce fait foi.

Ce document est une traduction inofficielle du texte original allemand.
En cas de litige, la version allemande fait foi.

Ina Invest Holding SA
Thurgauerstrasse 101a
8152 Glattpark (Opfikon)
Suisse

T +41 44 552 97 27
ina-invest.com